

Le double jeu de la France

Officiellement avec Ali, officieusement avec l'opposition

Tout en craignant pour ses intérêts au cas où, néanmoins son cœur balance pour l'opposition.

Après avoir longtemps gardé son silence erroné, la France vient de prendre fait et cause pour Ali Bongo, dans l'affaire dite de son Etat civil qui empoisonne le climat politique gabonais, comme elle a toujours su le faire dans l'ensemble de sa cour de l'Afrique centrale. Une prise de position qui, au-delà du seul exécutif français vient réveiller les vieux démons de la Françafrique que l'on croyait morts et enterrés, avec l'arrivée à l'Elysée des socialistes.

Tout comme on peut le constater, c'est une tradition respectée pour la France qui vient de rompre le silence en prenant fait et cause pour Ali Bongo Ondimba. Et, cela au détriment de certains candidats de l'opposition qui continuent à en appeler jusque-là l'ancienne puissance colonisatrice à l'intervention. Même si le fait est loin d'être inhabituel, car le pays du général De Gaulle n'est réputé que pour voler au secours des régimes en place dans son pré-carré africain,



cette prise de position de l'Elysée en faveur du Chef de l'Etat gabonais ne manque pas de surprendre en raison de multiples valse diplomatiques, qui ont émaillé l'axe Libreville-Paris durant le septennat finissant d'Ali Bongo Ondimba, la dernière date étant la bourde du

Premier Ministre Français, Manuel Valls, qui lors d'une émission télévisée a affirmé dernièrement qu'Ali Bongo n'avait pas été élu démocratiquement en 2009.

Dans une lettre adressée à l'opposition gabonaise par les autorités françaises, datée de

juillet 2015, lettre révélée par nos confrères de Médiapart, L'Elysée soutient par le biais de la conseillère Afrique de François Hollande, d'Hélène Le Gal qu' « *aucun doute ne saurait exister quant à l'authenticité* » de l'acte de naissance d'Ali Bongo. Avant d'ajouter : « *rien ne peut étayer, aux yeux des autorités françaises, la qualification d'imbroglia administratif et judiciaire* ».

Cette prise de position de Paris au sujet d'une affaire étrangère, et en dépit des soupçons qui pèsent sur l'authenticité de ce document, qui plus est sous l'ère des socialistes, peut déjà préfigurer la position que pourrait adopter la France sur le résultat du scrutin présidentiel d'août prochain. Surtout qu'Ali Bongo Ondimba en bon récalcitrant menace toujours de s'attaquer aux intérêts français à la moindre tension diplomatique. Et l'interdiction d'exporter le bois prise au tout début de son mandat est l'exemple notoire de cette menace systématique des intérêts de la

France au Gabon.

C'est une affaire, qui ramène au goût du jour l'ingérence tant décriée de l'ancienne métropole dans les affaires intérieures de l'Afrique, une ingérence pour la plupart des cas largement favorable aux régimes en place. Voilà ce qui devrait faire réfléchir par deux fois certains candidats de l'opposition qui, à défaut de mettre de côté leurs égos pour une candidature unique, afin d'imposer ainsi l'alternance à Ali Bongo, défilent les uns après les autres vers l'Hexagone pour y chercher une onction du pouvoir. Et la fin de la Françafrique comme la proclament Antoine Glaser et Stephen Smith dans *Comment la France a perdu l'Afrique* n'est certainement pas pour demain.

Charles Nestor Nkany